

Paris, le 26 juin 2013

**Réponse de Direct Energie à la Consultation publique du 6 juin 2013 de la Commission de régulation de l'énergie relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1er avril 2014**

**Question 1 :** Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud est adéquate ?

Direct Energie partage le besoin de visibilité exprimé par l'ensemble des acteurs, notamment au regard des engagements pluri-annuels en zone sud tant côté aval (clients finaux) que côté infrastructures (notamment stockages).

**Question 2 :** Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

Direct Energie n'est pas favorable, en l'état, au processus d'allocation proposé par la CRE en ce qu'il instaure une discrimination entre industriels titulaires d'un contrat de raccordement et les autres acteurs, cette discrimination étant contraire à la directive 2009/73/CE :

- d'une part vis-à-vis des industriels dont un fournisseur assure leur approvisionnement,
- d'autre part vis-à-vis des autres catégories de consommateurs (notamment Particuliers et Professionnels)

Ainsi Direct Energie ne partage pas l'avis de la CRE sur le caractère « satisfaisant » de la précédente allocation : rien n'indique en effet que chaque consommateur a pu bénéficier du même « taux de service » en capacité Nord/Sud (c'est-à-dire que la pénurie ait été également répartie entre consommateurs) ; au contraire, des indices montrent que des effets d'aubaine ont pu exister s'agissant de sites qui se sont vu allouer des quantités excédant leurs besoins.

Direct Energie est favorable à une allocation au prorata des engagements physiques de livraison, sans distinction entre acteurs.

**Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?**

Direct Energie s'interroge sur le caractère efficace du « coefficient de développement du portefeuille », car tout porte à penser que l'ensemble des acteurs intégreront le coefficient maximal dans leurs demandes.

A cet égard, une allocation en octobre 2013 ne permet pas de prendre en compte correctement les portefeuilles clients à l'été 2014.

**Question 4: Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014 ?**

Direct Energie n'est pas favorable, en l'état, aux règles d'allocations proposées par la CRE à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014 :

- comme indiqué ci-dessus, les règles proposées induisent une discrimination entre consommateurs. Cette discrimination ne peut d'ailleurs pas se justifier par une meilleure prévisibilité des besoins industriels, ces derniers étant nettement moins stables que d'autres consommations, notamment résidentielles (sans compter la possibilité pour les industriels de relocaliser leur activité, possibilité qui n'est pas donnée aux Particuliers).
- telles que rédigées, les règles proposées n'interdisent pas aux participants à la phase 1 de participer aussi à la phase 2, ce qui vient redoubler le caractère discriminatoire évoqué ci-dessus
- une allocation sous forme d'enchère est, pour Direct Energie, indissociable d'un mécanisme de reversement des excédents de revenus, étant entendu qu'il est peu probable que les tarifs réglementés de vente soient modifiés pour tenir compte des conditions d'approvisionnement spécifiques à la zone Sud.
- en présence d'un reversement aux participants des excédents de revenus, Direct Energie s'interroge sur le correct déroulement des enchères : les volumes de capacités alloués étant inférieurs aux besoins, les enchères convergeront-elles ? Direct Energie souhaite que la CRE effectue une simulation afin de s'assurer du bon fonctionnement de ces enchères.

**Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?**

Direct Energie est favorable à cette modalité.

**Question 6** : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en **mars 2014**, les capacités disponibles à compter du 1 octobre 2014 ?

Direct Energie est favorable à cette modalité.

**Question 7** : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en œuvre la proposition d'Elengy ?

Comme la CRE, Direct Energie est favorable à toute disposition conduisant à maximiser la capacité effectivement disponible à la liaison Nord-Sud. Direct Energie partage néanmoins les inquiétudes de la CRE sur les propositions de GRTgaz et Elengy.

Plus généralement, Direct Energie souhaiterait que ces dispositifs (comme le dispositif expérimental sur l'été 2013) permettent prioritairement de diminuer le taux d'interruptibilité des capacités déjà commercialisées et en aucun cas ne génère des effets d'aubaine pour les opérateurs d'infrastructures.

**Question 8** : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Direct Energie est favorable à ces règles.

**Question 9** : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1 avril 2014 ?

Direct Energie est favorable au maintien de ces volumes de capacités interruptibles consacrées au couplage de marché.

**Question 10** : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1 avril 2014 ?

Direct Energie est favorable à ces règles.

**Question 11** : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1 avril 2014 à Larrau et à Biriadou ?

Direct Energie est favorable à ces règles.

**Question 12 :** Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Direct Energie partage l'avis défavorable de la CRE sur ce mode de reversement, notamment en ce qu'il profiterait aussi aux industriels participant à la phase 1 qui bénéficient déjà d'une allocation privilégiée selon les règles proposées par la CRE.

**Question 13 :** Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Direct Energie partage l'avis défavorable de la CRE sur ce mode de reversement, notamment au regard de la probable difficulté à répercuter dans les tarifs réglementés les surcoûts (temporaires, d'ici la réalisation des investissements assurant la décongestion de la capacité) associés à cette solution.

**Question 14 :** Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Direct Energie est favorable à cette modalité d'allocation des excédents de recette.

**Question 15 :** Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Il est nécessaire que cette redistribution soit proportionnelle aux capacités aval souscrites et non aux volumes livrés, car le besoin de capacité Nord-Sud est bien proportionné aux capacités aval.

**Question 16 :** Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1 avril 2015 ?

Direct Energie est favorable à cette mesure.